

# INSÉCURITÉ TERRITORIALE ET SITUATION ALIMENTAIRE À L'EXTRÊME-NORD-CAMEROUN: CRISE ET ALTERNATIVE

ARTICLE DE RECHERCHE

Doktora :Hamidou IBRAHİMOU

Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi

Lisansüstü Eğitim Enstitüsü

ibrahimfils7@yahoo.fr

ORCID: 0000-0003-12535304-4685

Gönderim Tarihi: 09.11.2021 Kabul Tarihi: 28.12.2021

Alıntı: IBRAHİMOU, H. (2021). Insécurité Territoriale Et Situation Alimentaire À L'Extrême-Nord-Cameroun: Crise Et Alternative. *AHBV Akdeniz Havzası ve Afrika Medeniyetleri Dergisi*, 3(1),77-90.

**RÉSUMÉ :** Ces dernières décennies, la progression de l'insécurité alimentaire moyenne ou grave a été la plus marquée particulièrement en Afrique subsaharienne. La sécurité alimentaire en Afrique tropicale est vulnérable et surtout menacée par de nombreux facteurs en l'occurrence le changement climatique et l'insécurité territoriale. Nombreux sont les africains dont la capacité d'accès à une alimentation suffisante, sans danger et capable de subvenir à leurs besoins nutritifs en toute circonstance se trouve être menacé chaque jour. L'Afrique subsaharienne se présente alors comme la région du monde la plus impactée au plan de la sécurité alimentaire dû aux multiples crises socioéconomiques et/ou écologiques. En outre, cette région est essentiellement vulnérable face aux influences des groupuscules fondamentalistes et des réseaux terroristes qui tourmentent les populations villageoises. La majorité des populations rurales vit en deçà du seuil de pauvreté et dépend particulièrement de l'agriculture saisonnière, de l'élevage ou encore de la pêche. Cette analyse se focalise fondamentalement sur la situation alimentaire des populations de l'Extrême-Nord-Cameroun qui souffrent des impacts d'insécurité territoriale depuis 2012/2013. Cette région frontalière à l'Ouest par le Nigeria et au Nord-Est par le Tchad subit les conséquences liées à la crise sécuritaire imputable aux multiples assauts terroristes de l'organisation *Boko Haram*. Une situation conjoncturelle liée à l'insécurité transfrontalière provoquant ainsi des déplacements des populations vers l'intérieur du Cameroun conduisant inéluctablement à une surpopulation dans certaines localités et par conséquent une surconsommation des denrées alimentaires disponibles ; un déséquilibre qui n'est pas sans conséquence. Dès lors, on constate que l'alimentation des populations septentrionales étant essentiellement céréalière, l'abandon de l'agriculture par les populations fuyant l'insécurité renforce radicalement le risque de déficit alimentaire. Le but de cette réflexion est d'abord de décrire les impacts locaux de cette crise territoriale sur la situation de la sécurité alimentaire dans cette région vulnérable ; ensuite, analyser les stratégies de résilience mises en place par les populations locales ; et enfin déterminer le rôle des institutions, des organisations et des acteurs locaux en vue de faire face à cette situation délicate.

**Mots clés :** Boko Haram, (in)sécurité alimentaire, stratégies d'adaptation, Extrême-nord.

## Territorial Insecurity and Food Situation in The Far North Cameroon: Crisis and Alternative

**ABSTRACT:** In recent decades, the increase of moderate or severe food insecurity has been most marked, particularly in sub-Saharan Africa. Food security in tropical Africa is vulnerable and above all threatened by many factors including climate change and territorial insecurity. There are many Africans whose ability to access sufficient, safe and self-sufficient food under all circumstances is threatened every day. Sub-Saharan Africa then presents itself as the region of the world most affected in terms of food security due to multiple socioeconomic and / or ecological crises. In addition, this region is essentially vulnerable to the influences of fundamentalist groups and terrorist networks which torment the village populations. The majority of rural populations live below the poverty line and are particularly dependent on seasonal agriculture, animal husbandry and fishing. This analysis focuses fundamentally on the food situation of the populations of the Far North Cameroon who have suffered from the impacts of territorial insecurity since 2012/2013. This region bordering on the West by Nigeria and in the North-East by Chad is suffering the consequences linked to the security crisis attributable to the multiple terrorist attacks of the *Boko Haram* organization. A cyclical situation linked to cross-border insecurity thus causing displacement of populations within Cameroon, inevitably leading to overpopulation in certain localities and consequently overconsumption of available foodstuffs; an imbalance which is not without consequences. Therefore, we see that the diet of the northern populations being mainly cereals, the abandonment of agriculture by populations fleeing insecurity radically increases the potential risk of food deficit. The purpose of this reflection is first to describe the local impacts of this territorial crisis on the food security situation in this vulnerable region; then, analyze the resilience strategies put in place by the local populations; and finally determine the role of institutions, organizations and local actors in order to face this delicate situation

**Key words:** Boko Haram, food (in) security, adaptation strategies, Far North.

## Introduction

L'insécurité désigne « le sentiment fait d'anxiété ou de peur que peut ressentir un individu ou une collectivité dans la vie quotidienne devant ce qui peut advenir » (Kossoumna Liba'a et al, 2011). Cette situation est l'apanage de l'Extrême-Nord-Cameroun qui traverse depuis une décennie une crise caractérisée par l'incertitude, l'ambiguïté et l'imprévisibilité due à la violence terroriste du phénomène Boko Haram. Si l'insécurité semble dans cette région un phénomène séculaire voir endémique à travers le phénomène des coupeurs de route, et des rapt (Saïbou, 2010), il n'en demeure pas moins que le terrorisme semble inédit (Seignobos, 2015). Cette crise sécuritaire régionale qui secoue toute la région du lac Tchad a pour conséquence l'accroissement des difficultés socio-économiques que connaissent les populations du Nord-Cameroun. C'est notamment le cas des problématiques liées à l'alimentation.

En effet, les facteurs de risques de dégradation de la situation alimentaire dans le septentrion avaient presque toujours été rattachés soit à des causes environnementales (sécheresse ou inondations) soit simplement à la paupérisation accrue des populations locales. Cependant, depuis l'explosion de l'insécurité en 2010 à l'Extrême-Nord-Cameroun, les populations des localités frontalières au Nigeria (Kerawa, Amchidé, Fotokole...) ont déserté leurs terres agricoles et abandonné leurs bétails suite aux assauts répétés de la nébuleuse Boko Haram (agressions, kidnappings, vols). Cette situation conjoncturelle liée à l'insécurité transfrontalière a provoqué des déplacements des populations vers l'intérieur du pays. Dès lors, on constate que l'alimentation des populations septentrionales étant essentiellement céréalière, l'abandon de l'élevage et des terres arables engendrerait irréversiblement un risque potentiel d'insécurité alimentaire. Depuis le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, l'on reconnaît que :

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active<sup>1</sup>.

Par conséquent, on est en situation d'insécurité alimentaire lorsqu'on est à la fois dans l'incapacité d'avoir accès à une alimentation adéquate et qu'il y'a un risque que cela se reproduise (FAO, 2012). D'après une étude sur les besoins alimentaires au Cameroun en 2015 :

Environ 1 078 187 personnes font face à l'insécurité alimentaire au Cameroun. Les régions de l'Extrême-Nord (soit 545 499 personnes) et du Nord (soit 276 702 personnes) connaissent les taux les plus élevés tandis que l'Adamaoua (51 391) et l'Est (54 489) sont moins exposés<sup>2</sup>.

La situation politique d'un pays influence grandement la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et la capacité d'utiliser une alimentation nutritive. Tout comme une région où on ne mange pas à sa faim est plus susceptible de faire face à une augmentation de la criminalité et de la délinquance. La crise alimentaire et les conflits armés sont des facteurs importants de l'insécurité territoriale (Cohen et al, 1999), la question est alors celle de savoir : quelles sont les actions et les stratégies développées pour faire face à l'insécurité alimentaire exacerbée par la crise frontalière dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun? Cette réflexion porte sur l'impact local du phénomène Boko Haram sur la sécurité alimentaire à Maroua, Mora et Mokolo, mais aussi sur les actions développées pour y faire face. Elle a pour objectif de cartographier l'état de la situation alimentaire depuis l'explosion de l'insécurité transfrontalière et de cerner les stratégies endogènes développées par les acteurs territoriaux pour faire face à cette situation.

Pour ce faire, « l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) » (PAM, 2009) qui est un cadre conceptuel et théorique développé par le Programme Alimentaire Mondiale a servi de référence pour l'analyse. Il s'agit d'un cadre qui a pour finalité de mesurer les répercussions d'un choc sur la sécurité alimentaire des ménages et des communautés dans la zone touchée. Il a été agencé sur 3 piliers de la sécurité alimentaire : les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation et l'utilisation des produits alimentaires qui ont été saisis à partir d'une approche qualitative. Par ailleurs, l'identification des mécanismes de solidarité et des formes de construction de l'action a permis de mettre à jour les formes de construction de la sécurité alimentaire dans la zone de conflit comme

<sup>1</sup>Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du sommet mondial de l'alimentation. Rome: FAO.

<sup>2</sup>Selon : [https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/HNO\\_Cameroon\\_Final\\_20141216.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/HNO_Cameroon_Final_20141216.pdf)



sont frontaliers avec le Nigéria sont les plus touchés par la crise sécuritaire. L'insécurité alimentaire y serait passée de 23 % à 37,9 % en l'espace de quelques mois. De même, le Logone et Chari est le département le plus vulnérable avec 80 % des populations n'étant pas à même d'assurer leurs besoins alimentaires.

### **Aspects transfrontaliers de la crise Boko Haram**

La dynamique économique, la situation sécuritaire et alimentaire de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ont longtemps été liées à sa position géographique. Elle est une région frontière, en contact permanent avec le Tchad et le Nigeria. Cette position fait d'elle un maillon essentiel dans la chaîne d'animation de l'économie transfrontalière, aux côtés des grands "centres commerciaux" que sont Maiduguri au Nigeria et Ndjamena au Tchad. La dégradation de la situation sécuritaire du fait des agissements de la secte terroriste Boko Haram a rompu cette dynamique structurée par la dialectique de l'offre et de la demande. Aussi, les effets de l'insécurité en terme alimentaire ne peuvent-ils être envisagés qu'à travers une approche transfrontalière. Jadis, l'équilibre alimentaire des populations du Nord -Est du Nigeria était fortement lié à la production vivrière et céréalière de l'Extrême-Nord du Cameroun. L'essentiel des récoltes était écoulé au Nigeria. Les paysans camerounais trouvaient ainsi au Nigeria des débouchés pour leurs produits<sup>4</sup>. Les fonds récoltés de la vente de ces produits (mil, maïs, arachide, tomates, poisson, etc.) permettaient à ces derniers d'acheter des produits manufacturés dont était pourvoyeurs l'industrie nigériane (boisson gazeuse, friandise, pâtes alimentaires, conserves, etc.).

La crise sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun n'a donc pas des effets unidirectionnels en termes d'approvisionnement en produit alimentaire. Il n'y a donc pas une discontinuité spatiale en termes d'effets sur la sécurité alimentaire, mais bien une continuité qui permet d'observer que, de part et d'autre de la frontière, il n'existe plus des producteurs et d'acheteurs. Ceux-ci ont abandonné les zones d'échanges que constituaient les marchés frontaliers. Les exploitations agricoles sont désormais des champs de mines antipersonnel et des lignes de front. Le faisceau d'effets en terme alimentaire ne se limite pas simplement au périmètre frontalier, mais s'étend également dans les agglomérations du Nord-Cameroun et du Nord-Est du Nigeria. La dépendance quasi exclusive de ces grandes agglomérations selon le schéma centre-périphérie permet d'étendre les effets de l'insécurité dans un spectre plus large. En effet, concernant le Cameroun, certaines villes septentrionales ont toujours été dépendantes de la production halieutique venant de plusieurs îles du Lac Tchad. L'attaque des villages de pêcheurs par la secte islamiste a perturbé les activités dans le secteur de la pêche. Sur le plan agricole les villes comme Mokolo, Kerawa, Mogodé, Kolofata, ont vu les activités de ce secteur périlcliter du fait de la crise sécuritaire. Les itinéraires de transhumance se sont vus détournés à cause de la crise ; les éleveurs redoutant les guet-apens des terroristes. Cette situation d'instabilité dans l'Extrême-Nord du Cameroun menace ainsi d'une part les approvisionnements et d'autre part provoque une inflation sur les marchés locaux.

### **Interaction entre l'insécurité territoriale et la situation alimentaire dans l'Extrême-Nord-Cameroun.**

La sécurité alimentaire a toujours été un enjeu important dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun. Les aléas climatiques et les difficultés liées aux périodes de sècheresses ont souvent causé la sous-alimentation dans certaines zones de cette région. Toutefois cette situation s'est aggravée avec l'arrivée de la secte Boko Haram. Les données issues des analyses et des échanges avec les acteurs de la région (entretien avec le délégué départemental du commerce de Mayo Tsanaga, les populations et ménages) permettent de saisir l'ampleur de la situation. Elles renseignent particulièrement sur la rareté des produits alimentaires, les difficultés que les populations connaissent pour y avoir accès, et les problèmes liés à l'utilisation des quelques denrées alimentaires disponibles.

### **L'insécurité territoriale comme facteur d'indisponibilité et d'inaccessibilité alimentaires dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun.**

La disponibilité est le fait d'avoir à disposition, dans la zone étudiée les aliments produits dans la zone ou ailleurs. Ces aliments peuvent être des vivres stockés dans les greniers, dans les entrepôts nationaux et commerciaux, ou encore des produits alimentaires issus des importations commerciales et de

<sup>4</sup> Entretien avec le délégué départemental du ministère du commerce de Mayo Tsanaga

l'aide alimentaire. La production, l'état du commerce, les stocks et les aides alimentaires fournis représentent des variables qui permettent d'apprécier si les populations disposent d'assez de produits alimentaires pouvant leur permettre de satisfaire à leurs besoins. Avoir des produits disponibles n'assure pas un accès à ceux-ci. L'accessibilité est également un pilier stratégique de la sécurité alimentaire. Elle désigne la capacité d'un ménage de se procurer régulièrement des aliments en les produisant, en puisant dans ses stocks, en les achetant ou en ayant recours au troc, aux dons, à l'emprunt ou à l'aide alimentaire, ou encore en combinant ces différentes sources.

Depuis l'exacerbation de la menace terroriste au Nigeria voisin, la disponibilité des produits alimentaires est fortement perturbée dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun. Cette situation s'est aggravée lorsque le Cameroun, notamment la région septentrionale est devenue le siège d'attentats commis par la secte Boko Haram. Pourtant, le flux des échanges avec le Tchad et le Nigeria a toujours été une garantie importante du ravitaillement des marchés locaux en vivre et produit alimentaire. Pour garantir cette stabilité et limiter les pénuries, un accord de libre-échange a d'ailleurs été signé entre le Cameroun et le Nigeria en 2014. Mais avec l'insécurité frontalière, certains corridors commerciaux ont dû être fermés tels que Doublé ou encore Banki. Depuis le début de la crise, on note une diminution de près de 10 % du flux de transport des vivres entre le Nord et le Sud (MINEPAT, 2014), situation qui entraîne la volatilité des prix des intrants agricoles et de certains produits alimentaires. Au-delà de la diminution des importations qui cause des pénuries dans les marchés, l'indisponibilité des produits alimentaires est surtout due au fait que les marchés locaux sont les premières cibles des attentats dans la région. Les attentats ayant causé le plus de dégâts ont surtout été perpétrés dans les marchés les plus fréquentés de la région à l'égard du marché central de Maroua en août 2015, le marché de Mémé ou encore celui de Kolofata en 2016. Par ailleurs, les zones les plus peuplées de la région connaissent une explosion démographique due à un exode rural forcée, et à l'arrivée massive de réfugiés nigériens<sup>5</sup>. La désertion des marchés locaux par les commerçants, la rupture du flux commercial entre le Cameroun, le Nigeria et le Tchad ainsi que l'afflux de réfugiés et l'exode vers les localités urbaines de la région, entraînent une pénurie des stocks disponibles et une inflation importante des prix des produits alimentaires. Ainsi d'après un interviewé :

« Aujourd'hui s'approvisionner est devenu mission impossible tant cela comporte des risques et des difficultés. Les transporteurs se font dépouiller, agresser et même tuer. Les conséquences de cette situation sont visibles sur nos marchés et dans les assiettes des ménages. Certains produits manufacturés qui venaient du Nigeria ne viennent plus du fait de la fermeture du marché frontalier de BANKI qui approvisionnait toute la région, et vis versa les commerçants camerounais ne peuvent pas acheminer leurs marchandises au Nigeria. C'est tout un système qui se trouve bloqué par l'insécurité, le petit commerçant ne s'en sort pas. Les moyens de déplacement sont chaotiques, excès de contrôle routier qui sont coûteux pour les commerçants n'étant pas en règle »

Cette assertion témoigne de l'importance des échanges frontaliers entre le Cameroun et le Nigeria sur la situation alimentaire à l'Extrême-Nord-Cameroun. Le déficit céréalier 2015 est estimé à presque 200 000 tonnes, contre une insuffisance de 130 000 tonnes enregistrée en 2014<sup>6</sup>. Par ailleurs, on estime à 48 % les ménages de la région ne disposant pas de réserves suffisantes (PAM, 2015). Une étude sur l'évolution des prix de certaines céréales démontre une augmentation de 80 % par rapport à la moyenne quinquennale (FEWS NET, 2015). À cette inflation des prix s'ajoute un déficit important du tissu économique dans la région. Les secteurs d'activités les plus attractifs de la région connaissent une baisse de productivité importante, à l'instar du secteur touristique pourtant l'un des socles de l'économie de l'Extrême-Nord-Cameroun. On constate une chute drastique des fréquentations des hôtels, et de certains sites touristiques (parc de Waza). Cette agonie des secteurs productifs a entraîné des pertes d'emplois considérables. Les populations de la région bénéficient toutefois de dons alimentaires. Ces dons issus de la solidarité nationale et internationale, permettent à ces populations de se ravitailler en denrées alimentaires. Par exemple en 2015, le programme d'assistance humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a permis à plusieurs familles de la région de bénéficier d'une aide alimentaire.

<sup>5</sup>Un report du HCR estime ces réfugiés à 50 000, en date du 25 septembre 2015 : [http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/cameroon\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/cameroon_fr.pdf)

<sup>6</sup>D'après les propos de M. Abakachi Délégué régional de l'Agriculture et du Développement rural de l'Extrême-Nord, publié dans l'édition du 14 septembre 2015 du journal Cameroon Tribune.

Ainsi, d'après le bilan dressé par le CICR sur son action humanitaire dans l'Extrême-Nord<sup>7</sup> :

« Dans le Logone et Chari, 1'500 familles ont reçu une ration alimentaire égale. Environ 6'100 familles déplacées ont également reçu des biens essentiels de ménage. En fin du premier semestre 2015, dans le cadre du programme agricole visant à relancer la production de nourriture, le CICR a distribué des semences de mil, gombo, maïs et niebe ainsi qu'une ration de nourriture à 5'000 familles accueillant des personnes déplacées ainsi qu'à des familles extrêmement vulnérables. Au total, 75 tonnes de semences et 250 tonnes d'engrais ont été distribuées ».

Toutefois, ces dons alimentaires semblent peu suffisants, mais en plus ils sont souvent constitués de produits culturellement peu consommés par les populations de cette région (Sardine, riz, pattes, jus) ce qui pourrait poser un problème dans leur utilisation.

### **La problématique de l'utilisation des produits alimentaires**

L'utilisation des produits alimentaires réfère d'une part la façon dont les ménages préparent les produits alimentaires auxquels ils ont accès et les répartissent et d'autre part à la capacité des personnes d'assimiler et de métaboliser les aliments (efficacité de la transformation des aliments par l'organisme). Nous allons particulièrement nous intéresser à la première dimension qui concerne les usages et la répartition de l'alimentation. La cherté des produits alimentaires et l'augmentation drastique du coût de vie dans la région réduisent considérablement la ration alimentaire journalière dans la région. Celle-ci se limite en moyenne à un seul repas par jour. Les ménages se voient obligés de réduire les quantités cuisinées. Les personnes déplacées à l'intérieur de la région sont les plus affectées. Le taux de malnutrition dépasserait les 15 % dans les zones endémiques de l'insécurité, et dans certains villages on compterait jusqu'à 10 cas de maladies dues à la malnutrition diagnostiquée par semaines (IRIN, 2015<sup>8</sup>). La répartition des dons se fait en priorité pour les réfugiés, et les personnes déplacées à l'intérieur de la région. Par ailleurs, les données issues des entrevues démontrent que certains produits ne rentrant pas dans les habitudes alimentaires des communautés, qui proviennent des dons ne sont pas toujours utilisés par les communautés qui préfèrent parfois les revendre.

L'analyse de la situation alimentaire dans l'Extrême-Nord montre à suffisance que les difficultés alimentaires que connaissent souvent les populations du Septentrion se sont fortement aggravées du fait des exactions de la secte Boko Haram. Il est maintenant question de cerner les stratégies mises en place pour faire face à cette situation.

### **Politique alimentaire et stratégies d'atténuation de l'impact des crises sécuritaires sur la sécurité alimentaire**

L'observation menée sur le terrain a permis de relever le lourd tribut de la combinaison de facteurs de dégradation progressive de niveau de vie des populations extrêmes nordistes. L'insécurité territoriale provoquée par Boko Haram combiné aux caprices climatiques de la région met constamment les populations face à une potentielle crise humanitaire et alimentaire en latente implosion. Il s'agit ici d'analyser l'action collective autour de cette situation d'urgence. L'action collective désigne des formes de mobilisation sociale autour d'un objectif, d'une revendication (Mormont, 2009). Elle est une action convergente menée par une pluralité d'agents sociaux en vue d'atteindre un certain objectif : défendre une cause ou un intérêt matériel (Oberson, 2009). Elle est donc un agir ensemble issu d'une mobilisation dont le but est d'induire un changement. Pour Alain Touraine (1965) une action sociale n'existe que si elle est orientée dans un but précis, dans un système de relations sociales avec interaction; ainsi, nous considérons l'élan de solidarité nationale et de mobilisation internationale pour l'Extrême-Nord-Cameroun comme une action collective d'interaction portée sur des stratégies spécifiques. En effet, « *une crise ne surgit pas du néant, pas plus qu'elle n'est due au hasard* » (Mourey, 2004), l'évolution de la crise sécuritaire à l'Extrême-Nord et par ricochet l'émergence de l'insécurité alimentaire sont tous deux liées à des situations conjoncturelles nécessitant des solutions alternatives, mais aussi des choix forts de la part des acteurs institutionnels, organisationnels et communautaires. Les stratégies d'adaptation mises

<sup>7</sup>D'après un article de Remy Biniou publié dans le Journal Intégration, édition du 10 février 2016 intitulé : «Action humanitaire: Le CICR dresse son bilan dans l'Extrême-nord du Cameroun »

<sup>8</sup><http://www.irinnews.org/fr/report/101523/l-ins%C3%A9curit%C3%A9-aggrave-les-p%C3%A9nuries-alimentaires-au-cameroun>

en place à ce niveau sont à la fois d'ordre institutionnel, mais sont très souvent aussi des initiatives individuelles et/ou collectives. Il s'agit ici d'apprécier la portée et l'efficacité de ces méthodes alternatives.

### **Responsabilité de l'acteur institutionnel et analyse des stratégies d'adaptation**

Ici, l'objectif est d'aborder les réactions politiques, les attitudes gouvernementales face au phénomène d'insécurité alimentaire actuelle générée par Boko Haram; analyser aussi les réactions et les attitudes des acteurs socio-économiques de la région, mais également traiter les stratégies d'adaptation des populations locales (les agriculteurs, les paysans et les ménages) qui subissent au quotidien l'impact de la nouvelle configuration sécuritaire à l'Extrême-Nord.

La formulation d'une politique publique peut être énoncée par souci de résoudre un problème public. Le référentiel d'une politique est constitué d'un ensemble de prescriptions qui donnent du sens à un programme politique en définissant les critères de choix (Muller, 2006). L'insécurité transfrontalière dans la région de l'Extrême-Nord est un problème public mineur à la base qui progressivement est devenu une crise sociale d'envergure et a provoqué des déplacements massifs de populations vers l'intérieur du pays, abandonnant tous leurs biens. Une situation de cause à effet qui a généré primo un accroissement de la pauvreté secundo a participé à une asphyxie sociale en ce sens que la dégradation de la situation alimentaire a une incidence sur la vie des populations riveraines et celle des réfugiés qui y vivent. Le nutritionniste de l'IMC<sup>9</sup> observe que « *la situation alimentaire à l'Extrême-Nord est difficile et souvent précaire (...) l'insécurité a sans doute un impact négatif sur les activités agricoles des populations riveraines* »<sup>10</sup>. L'aspect sécuritaire entretient une interaction évidente avec les crises alimentaires dont la gestion du problème passe par la mise en œuvre d'une politique publique ciblée. Dès lors, quelle est la politique alimentaire mise en œuvre à l'Extrême-Nord avant et pendant la crise?

Le Cameroun a ratifié plusieurs conventions internationales telles que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies, la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et toutes les conventions internationales y relatives et dûment ratifiées. Tous ces instruments internationaux proposent dans leurs dispositions respectives que les considérations socio-économiques, environnementales et sanitaires soient consignées dans les politiques publiques en intégrant les aspects pluriels de la sécurité alimentaire (qualité de la vie, disponibilité de la nourriture, etc.). Il est ainsi recommandé aux pays signataires de protéger les libertés fondamentales y afférentes à travers la mise en œuvre des politiques de lutte contre la malnutrition et la famine. Aujourd'hui l'on parle de plus en plus du droit à l'alimentation. De Schutter observe que :

Le droit à l'alimentation n'est pas avant tout le droit d'être nourri en situation d'urgence. C'est le droit à ce que soient mis en place, pour tous, des cadres juridiques et des stratégies qui favorisent la concrétisation du droit à une alimentation adéquate, en tant que droit de l'homme reconnu en droit international<sup>11</sup>.

Ainsi, les engagements internationaux auxquels fait partie le Cameroun lui incombent la charge de créer les conditions favorables à la réalisation de ce droit pour toutes les personnes se trouvant dans son territoire (Momba et al. 2014). Existe-t-il un cadre juridique et institutionnel établi dans les particularismes du droit camerounais qui soutient l'alimentation ?

L'article 2 du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 confère à l'État d'agir, par tous les moyens appropriés et au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement et aussi rapidement que possible le plein exercice du droit à l'alimentation. Cela dit, l'État ne doit pas prendre des mesures fragilisant le droit alimentaire (Momba et al. 2014) comme c'est le cas à l'Extrême-Nord<sup>12</sup>. L'État camerounais en tant qu'acteur principal de mise en œuvre

<sup>9</sup> District nutrition supervisor IMC (*International Medical Corp*) département Mayo Tsanaga, Mokolo, Région de l'Extrême-Nord.

<sup>10</sup> Entretien effectué à Maroua 22 décembre 2015

<sup>11</sup> Olivier De Schutter, *Combattre la faim par le biais du droit à l'alimentation : Progrès réalisés au niveau national en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud*, Note d'information n°1, disponible à l'adresse [http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Food/BN1\\_SRRTF\\_RtFramework\\_FRENCH.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Food/BN1_SRRTF_RtFramework_FRENCH.pdf) dernière consultation, décembre 2015.

<sup>12</sup> D'après un interviewé « *L'État se bat tant bien que mal à maintenir une cohésion sociale et assurer la sécurité des populations riveraines. Les actions menées par l'État sont souvent mitigées, exemple : cas d'interdiction de faire des champs le long des routes une pratique courante au Nord du pays. Cette proscription bien que légitime pour assurer la sécurité de nos routes en cette période de crise, mais cette mesure diminue conséquemment la quantité des terres arables des populations.* »

des politiques publiques liées à l'alimentation se caractérise par l'absence d'un cadre juridique explicite protégeant ce droit en période normale ou même en période de crise comme c'est le cas à l'Extrême-Nord. Toutefois, on y retrouve dans le préambule de la constitution une allusion faite quant au droit pour tout individu à un niveau de vie adéquat (*voir constitution du Cameroun*). En outre, le cadre institutionnel se distingue par l'absence d'organismes spécialisés dédiés exclusivement à la mise en œuvre d'un tel droit. Cependant, dans un cadre généralisé on peut néanmoins citer les organes jouant partiellement ce rôle. Il s'agit du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) accompagné par l'Office Céréalière qui l'épaule dans la mise en œuvre de la politique alimentaire. Le deuxième département ministériel important est le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique de l'État en matière d'élevage, des pêches et du développement des industries animales.

Par ailleurs, les enjeux de la potentielle crise alimentaire sont relevés par le quotidien *Cameroon Tribune* du 03 novembre 2015, citant que les deux dernières campagnes agricoles font état d'une crise alimentaire grandissante. En 2013, le déficit alimentaire à l'Extrême-Nord est estimé par le MINADER à 132 000 tonnes et 150 000 tonnes en 2014. Des chiffres qui se sont aggravés pour l'exercice 2015 au vu de la mauvaise saison pluvieuse et une insécurité transfrontalière toujours d'actualité. Pour ce faire, la réaction gouvernementale face à la crise est l'envoi des dons alimentaires en plusieurs phases. C'est le cas du don spécial du chef de l'État officiellement remis aux préfets des six départements de l'Extrême-Nord, représentant les populations dans le cadre de la « guerre » contre Boko Haram (Onana, 2015). Ce don d'un montant de 2,2 milliards de FCFA est constitué principalement de denrées alimentaires de première nécessité.

L'insécurité transfrontalière semble avoir désorganisé la structure commerciale de la sous-région qui jadis était fluorescente, une nouveauté que Djanabou Bakary qualifiera de *situation conjoncturelle inopinée* (Djanabou Bakary, 2015). L'on observera que les points de ravitaillement tels que Doublé-Maroua ou Amchidé-Banki qui assuraient la mobilité transfrontalière des commerçants sont désormais fermés, modifiant radicalement les circuits d'approvisionnement des marchands. Lors des enquêtes menées au marché central de Maroua en décembre 2015, les personnes enquêtées sont toutes unanimes que le rapport qui existe entre l'insécurité et le commerce est une relation de cause à effet. Ceux-ci estiment que l'insécurité pose de graves problèmes de ravitaillement en termes de marchandises, suite aux multiples fermetures sporadiques des frontières. Une situation qui ralentirait les échanges économiques et limiterait drastiquement le flux commercial de la zone frontalière.

Parmi les stratégies d'adaptation à la nouvelle donne recensées auprès des acteurs économiques locaux, l'on retrouve notamment le contournement des sentiers dangereux par les commerçants. Une stratégie qui malheureusement ralentit le flux économique de la région de l'Extrême-Nord et participe aux coûts exorbitants des produits sur les marchés locaux. Ainsi, l'on remarque la baisse de l'approvisionnement des produits importés en provenance du Nigéria (carburant (*zoa zoa*), produits manufacturés (chaussures), produits laitiers, sardine en boîte etc.) on observe sur le terrain une hausse d'environ 35 % du prix du carburant à Maroua, Mora et Mokolo en 2015, une situation qui asphyxie les populations septentrionales qui sont déjà très pauvres.

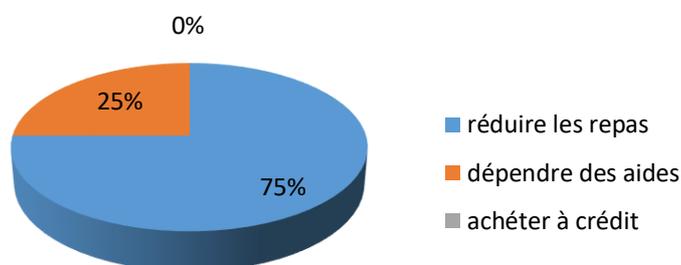


Figure 2 : illustration des avis des enquêtés sur les solutions d'adaptation des ménages

L'histogramme ci-dessus illustre les différentes stratégies d'adaptation des ménages à la nouvelle situation alimentaire critique. La stratégie palliative la plus répandue recensée lors de cette enquête réside dans la réduction de repas.

Par ailleurs, au niveau local les ménages ont recours à des stratégies dites d'urgence. À cet effet, une étude des stratégies de survies locales dans la région (PAM, 2015) précise que 24 % des ménages préfèrent emprunter de l'argent ou de la nourriture, vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, vendre des animaux plus que d'habitude. Tandis que 26% essayent de réduire les dépenses non alimentaires essentielles, vendent des actifs productifs ou interrompent la scolarisation des enfants. On compte en revanche 36% de ménages qui ont pour stratégies de mendier ou de se déplacer régulièrement pour subvenir à leurs besoins.

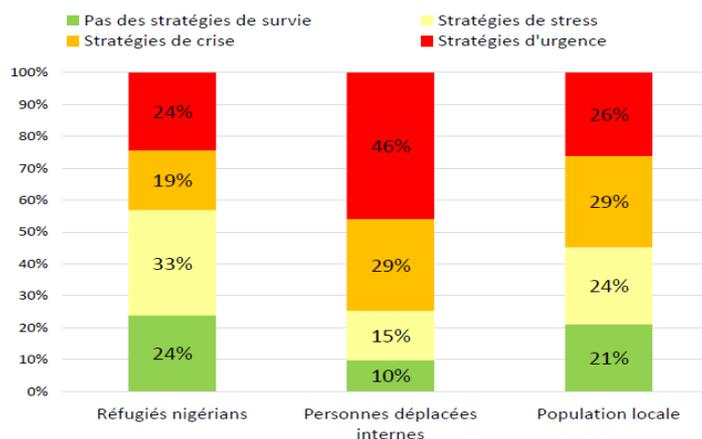


Figure 3 : Les stratégies locales de survie

### Le don alimentaire et ses limites

L'examen de cette stratégie d'adaptation est intéressant à un double point. D'abord parce que le don alimentaire s'érige comme étant la solution palliative par excellence choisie par l'État pour résorber les multiples crises et insuffisances alimentaires qui sévissent à l'Extrême-Nord. Ensuite, c'est la voie empruntée par les acteurs internationaux désireux de fournir une aide alimentaire.

L'aide alimentaire ou humanitaire est pour l'État camerounais, un mécanisme de survie des populations vulnérables, mais est également un outil de choix pour la gestion de crise. On constate que l'État pose beaucoup d'espoir sur cette stratégie, alors que pour certains experts : *l'aide d'urgence est certes indispensable, mais surmonter les conséquences d'une catastrophe ou d'une guerre en est une autre. C'est le rôle des politiques de supprimer la cause et combattre les racines mêmes de la pauvreté* (Rey-mond Philippe et al. 2007).

Ceci explique que l'aide n'est jamais une solution définitive, elle permet aux populations de ne pas céder à la famine. L'aide est un dispositif utile qui prévient entre autres l'éclatement des familles en période de crise (Grünewald, 1996).

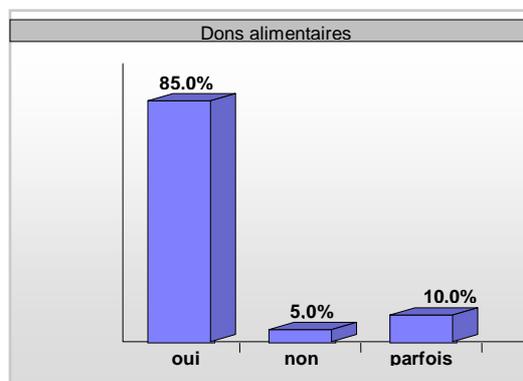


Figure 4 : illustration des avis sur la distribution des dons alimentaires

Dans ce graphique il est important de remarquer que les personnes interviewées sont quasiment toutes d'accord sur le fait que les populations de l'Extrême-Nord-Cameroun ne semblent pas être abandonnées à leur sort, les mécanismes d'aide et d'urgence leur sont apportés tant bien que mal. Ici, il importe de se poser la question de l'adaptabilité des ressources mise en place. C'est dans ce sens que le *district nutritionniste* de l'IMC affirme :

Le don alimentaire est utile, mais pas du tout adapté ! Les populations reçoivent assez souvent de l'eau minérale, des jus ou des aliments en boîtes de conserve. Ce sont des produits inadaptés aux besoins d'une population dont le régime alimentaire tourne autour des produits céréaliers. Par ailleurs, les quantités de dons sont dérisoires et n'assurent aucunement une stabilité alimentaire. La politique de dons bien que nécessaire demeure provisoire et doit être revue au moyen d'une restructuration profonde.

L'aide alimentaire paraît quelques fois inadaptée du fait que les populations victimes se nourrissent en majorité du mil et du maïs. Celle-ci ne permet pas de tenir une semaine, mais uniquement 2 à 3 jours pour ceux qui arrivent à en obtenir, d'où le caractère extrêmement provisoire des dons alimentaires.

### **La nécessité d'une action collective mobilisatrice et innovante pour la sécurisation de la situation alimentaire**

Dans une situation de crise multiple telle que celle qui secoue l'Extrême-Nord-Cameroun et le pays tout entier, une action collective qui va au-delà des mobilisations d'acteurs doit émerger pour produire non seulement une innovation sociale capable de limiter l'étendue de la crise alimentaire actuelle, mais qui permettra la mise en place d'un système d'innovation contre la sécurité alimentaire dans cette région vulnérable.

L'innovation sociale désigne « de nouvelles façons de faire les choses (*new ways of doing things*) dans le but explicite de répondre à des besoins sociaux (...) elle est un dispositif d'accompagnement destiné à provoquer des changements durables » (Cloutier, 2003). Elle se construit à travers un ensemble d'« arrangements d'acteurs qui permettent de poser les problématiques sociales d'une façon nouvelle et de créer des dispositifs susceptibles de trouver de nouvelles solutions au sein de la collectivité » (Harisson et Kelien, 2007). L'innovation sociale se construit donc à travers l'action collective. L'analyse de la situation alimentaire dans un contexte de crise sécuritaire dans l'Extrême-Nord-Cameroun a permis de recenser les formes d'actions stratégiques et les acteurs qui les portent. L'on a pu observer qu'il existe une mobilisation au niveau institutionnel à travers l'État, au niveau organisationnel avec l'action humanitaire portée par les ONG. De même, l'élan national a permis de collecter des dons issus de tout le territoire national. Toutefois, cette mobilisation reste limitée à plusieurs niveaux. Déjà, il n'existe pas de réelle convergence dans l'action de ces différents acteurs. Par ailleurs, l'Extrême-Nord est une zone défavorisée qui nécessiterait l'application d'une politique de « discrimination positive territoriale » (Calvès, 2008). La démarche de ségrégation que propose Calvès s'apparente à des « politiques renforcées et différenciées de développement ». Les politiques publiques camerounaises pourraient s'inspirer de cette approche discriminatoire en faveur d'un territoire caractérisée par des difficultés climatique, économique, sociale ou sécuritaire afin de rattraper l'inégalité observée dans cette zone. La discrimination positive territoriale s'érigerait ainsi comme une politique compensatoire ciblée qui vise à « donner plus à ceux qui ont moins ». L'Extrême-Nord en bénéficiant de cette politique préférentielle pourrait voir sa carence alimentaire récurrente rectifiée. La perspective alimentaire à l'horizon 2035 passe par l'implication de tous les acteurs en l'occurrence l'État et la société civile.

Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation à l'issue de son séjour au Cameroun recommande de :

*Élaborer une loi-cadre sur le droit à l'alimentation incluant les composantes d'une loi d'orientation agricole sans nécessairement s'y limiter, afin de créer le cadre législatif et institutionnel adéquat pour progresser dans la réalisation progressive du droit à l'alimentation.* (Olivier De Schutter, cité par Momba et al. 2014).

Il s'agira de mettre en place une collaboration large et variée pour l'échafaudage d'un texte fort et novateur sur le droit à l'alimentation en intégrant tous les facteurs d'influence endogènes et exogènes (climatique et sécuritaire). Il sera également utile d'initier une collaboration entre les acteurs de différents secteurs, car l'accès aux cercles de la décision est une ressource essentielle qui permet à un acteur social de faire avancer ses intérêts (Muller, 2006). Les secteurs de l'agriculture, la pêche, le commerce,

ou le transport participeront à la définition d'une stratégie nationale sur l'alimentation.

La société civile à travers le Réseau de Lutte contre la Faim(RELUFA)<sup>13</sup> dans l'Extrême-Nord-du Cameroun milite en faveur des populations victimes des crises alimentaires répétitives, mais celui-ci participe aussi grandement à l'accomplissement effectif du droit à l'alimentation. Ceci démontre que la société civile peut constituer un gage pour la mise en œuvre du droit à l'alimentation au Cameroun, même si cette initiative peut paraître insuffisante. Dès lors, il serait utile que l'État puisse impliquer davantage d'autres acteurs en initiant une synergie collective qui converge dans le sens d'une stratégie commune d'élaboration de politique publique liée à l'alimentation en créant des mécanismes efficaces de lutte contre la faim à l'horizon 2035.

## **Conclusion**

Cette analyse de la situation alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun en période de crise sécuritaire a permis de montrer à quel point la vulnérabilité de cette région s'est exacerbée du fait des attaques de la secte terroriste Boko Haram. Au-delà des limites auxquels fait face la mobilisation nationale et internationale à travers les dons alimentaires, cette étude soulève le problème de la portée de l'action collective dans les initiatives menées en situation d'insécurité transfrontalière. Elle fait surtout ressurgir le contraste de la portée de cette action par rapport aux facteurs sociohistoriques qui semblent confiner l'action collective dans la région septentrionale camerounaise à une action institutionnelle dont l'État est le meneur principal. Si la nature de la crise sécuritaire actuelle exige un temps suffisamment long pour en atténuer les conséquences, un autre spectre semble planer sur la région de l'Extrême-Nord-Cameroun à savoir que la crise sécuritaire actuelle, génératrice d'insécurité alimentaire vienne à être amplifiée par une crise écologique du fait de la rareté ou de l'excès de pluviosité.

---

<sup>13</sup> RELUFA est un réseau national formé des associations camerounaises non gouvernementales et des communautés religieuses. Les 20 organisations membres ont joint leurs forces pour une action commune contre la faim, la pauvreté et les injustices économiques, sociales et environnementales. RELUFA a acquis son statut légal en 2001 ; il est apolitique et à but non lucratif.

## Références

- Calvès, G. (2008). La discrimination positive, 2e édition mise à jour, Que sais-je ?, 128 p;
- Cloutier, J. (2003). Qu'est-ce que l'innovation sociale ? Cahier du CRISES, Collection Études théoriques –no ET0314.
- Cohen, M. J et Pinststrup-Andersen. (1999). Food security and conflict. Social Research. 66(1), 375-416
- Djanabou B. (2014). Insécurité transfrontalière, perturbation des échanges et léthargie des marchés. Kaliao, Volume spécial sur les effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'extrême-Nord du Cameroun. Université de Maroua;
- FAO, (1996). Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du sommet mondial de l'alimentation. Rome: FAO. Document consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>;
- FAO, (2012). L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. <http://www.fao.org/3/a-i3027f.pdf>;
- FEWS NET-Famine Early Warning System Network, (2015). Le conflit limite la disponibilité et l'accès alimentaire des régions riveraines du lac Tchad. Édition du 27 mars 2015 [http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/LakeChadBasin\\_Alert\\_201503\\_FE.pdf](http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/LakeChadBasin_Alert_201503_FE.pdf).
- Folefack, Denis Pompidou, Jeshma Ntsou Bakwoni et Patrice Cokou Kpade, (2014). La crise de la filière cotonnière et sécurité alimentaire au Nord Cameroun. Journal of Applied Biosciences 75:6221– 6231.
- Fomekong, F. et Ngono, G. (2011). Changements climatiques, production agricole et effet sur la population au Cameroun. Communication proposée pour la sixième conférence africaine sur la population : Ouagadougou, Burkina-Faso, Décembre 5-9 2011;
- Grunewald, F. et Tessier, L. (2001). Zones grises, crises durables, conflits oubliés : les défis humanitaires, Revue internationale de la Croix-Rouge (RICR), vol. 83 N°842;
- HCR-Haut-Commissariat des réfugiés. (2015). Cameroun-Rapport inter-agence sur la situation dans l'Extrême Nord. 12-15 Octobre 2015;
- Kelin, J.L. et Harisson, D. (2007). L'innovation sociale. Emergence et effets sur la transformation des sociétés. Presses des Universités du Québec;
- Kossoumna, L. Natali, Dugué, P. et Torquebiau, E. (2011). Éleveurs et agriculteurs du nord du Cameroun face à la violence et aux insécurités entre adaptation et impuissance. Cahier de géographie du Québec. Volume 55, numéro 155, septembre 2011, p. 175-195;
- MINEPAT-Cameroun-Ministère De l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, (2014). Impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise;
- Momba, Hervé P., Koagne, A. et Bamenjo, J. (2014). Une émergence sans faim au Cameroun en 2035 ? Plaidoyer pour la réalisation pleine et entière du droit à l'alimentation pour tous au Cameroun, RELUFA, Octobre 2014, 27 p.;
- Mormont M. (2009). Le sociologue dans l'action collective face au risque. Développement durable et territoires [Online], Varia, Online since 22 July 2014;
- Mourey, A. (2004). Manuel de nutrition pour l'intervention humanitaire, CICR, janvier 2004, 698 p.
- Muller, P. (2006). Les politiques Publiques, 6e édition mise à jour, Que sais-je ?, 127 p.
- Oberson, B. (2009). Cours de sociologie de l'action collective. En ligne : [http://commonweb.unifr.ch/artsdean/pub/gestens/f/as/files/4665/18256\\_125423.pdf](http://commonweb.unifr.ch/artsdean/pub/gestens/f/as/files/4665/18256_125423.pdf)
- Onana, A., Cameroun - Sécurité alimentaire: Un don spécial de Paul Biya fait de 1200 tonnes de céréales remis aux populations de l'Extrême-Nord, 2015, Cameroon-Info.Net <http://un-terwww.cameroon-info.net/stories/0,68907,@,cameroun-aide-alimentaire-un-don-de-2-2-milliards-de-f-cfa-de-paul-biya-remis-au.html>, consulté le 23 Janvier 2016.
- PAM-Programme Alimentaire Mondiale. (2009). Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. Janvier 2009.;
- PAM-Programme Alimentaire Mondiale, (2015). Évaluation de la sécurité alimentaire de l'Extrême Nord du Cameroun. Juin 2015. [https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/presentation\\_cmr\\_efs\\_a\\_2015\\_finale.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/presentation_cmr_efs_a_2015_finale.pdf);
- PNUD-Programme des Nations Unies pour le Développement, (2014). Présentation du projet d'urgence pour le renforcement des mécanismes de prévention des crises et le développement inclusif de la région de l'extrême Nord du Cameroun;

- Temple, L.; Fofiri, E.; Nzossie; Ndamé, J.P. et Ndjouenkeu, R. (2010). Impacts de la croissance urbaine sur l'innovation dans les filières vivrières du Nord Cameroun. Dans L. Seiny Boukar, P. Boumard. Savanes africaines en développement. Prasac 2010;
- Touraine, A. (1965). Sociologie de l'action. Les classiques des sciences sociales. Les classiques de l'UQAC, 556 p.
- Reymond, P. (2007). Les limites de l'aide humanitaire, Ecole polytechnique Fédérale de Lausanne, mémoire Master SHS Développement Durable et Développement Nord-Sud. 62 p.
- Rapport (2015), Le Cameroun dans la zone CEMAC: défis, contraintes et opportunités Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation, Centre National d'Education. 23 p.
- Saïbou, I. (2010). Les coupeurs de routes : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad, Paris, Karthala, 276p.
- Seignobos, C. (2014). « Boko Haram innovation guerrière depuis les monts Mandara », Afrique contemporaine, no 252, pp. 149-169.